

## **Le rôle de l'État**

Il y avait floraison de minoteries alors que le blé était importé. Facile de le passer au moulin de "Monsieur Seguin", quitte à le revendre comme aliment de bétail puisqu'il coûte plus cher sans faire fonctionner la minoterie. L'État, s'étant rendu compte de l'arnaque, a interdit les projets d'investissement sur ce créneau. Le Premier ministre l'a rappelé lors de l'inauguration de la foire de la production nationale, il y a quelques jours. En faisant ce rappel, il voulait parler de ces concessionnaires subitement reconvertis en constructeurs d'automobiles, sur instruction du gouvernement, et ce, dans un délai de deux ans avec des investissements dans le secteur d'activité. Apparemment, la charrue a été mise avant les bœufs car il fallait commencer par une approche qui aurait dû prendre en compte le côté de la sous-traitance.

Aujourd'hui que les finances du pays ne sont plus ce qu'elles étaient au temps de la rente et que les dépenses d'importation commencent à grever les finances de l'État, des coupes s'imposent dans ce chapitre, notamment celui de l'importation de l'automobile. Au final, près de 80 projets d'investissement sont répertoriés dans un pays qui ne produit même pas un boulon pour un assemblage, voire... un serrage.

La décision du Premier ministre de réduire le nombre des constructeurs est, certes, salvatrice mais la sélection effectuée peut demeurer énigmatique sur ces 5+5 retenus. Certains n'ont aucun CV dans la profession et les historiques dans le domaine ont été éliminés, d'autant qu'ils ont commencé, pour certains, à mettre en place les sites d'implantation de leurs projets.

Projets normalement approuvés par le ministère de l'Industrie et des Mines et par le CNI, présidé par le Premier ministre, avec des assiettes foncières accordées par l'État. C'est ce caractère sélectif, qui a été pris dans l'urgence de remettre de l'ordre dans la gestion de l'ancien ministre Bouchouareb, qui pose problème. Il a donné des agréments à ceux qui étaient considérés comme politiquement proches et laissé en rade d'autres, qui avaient l'ambition sincère de diversifier le tissu économique.

Les commis de l'État doivent s'expliquer sur leurs actions, surtout s'ils ont eu une mission politique.

**Par Outoudert Abrous**  
[abrousliberte@gmail.com](mailto:abrousliberte@gmail.com)